**Donner la priorité aux plus pauvres**

**Le jour d’après ou la « relance » – selon le jargon des économistes– ne pourra être uniquement l’affaire des technocrates… Pour donner du sens à la mobilisation qui doit être celle de tous, nous sommes appelés à intégrer la perspective des plus pauvres : non pas dans une logique d’aide qui entraine la passivité, mais en les considérant comme acteurs des transformations sociales à entreprendre, et surtout comme acte de justice sociale. Avoir le regard tourné vers les pauvres, nous demander toujours quelle est la place que la société leur fait, constituent des repères fondamentaux pour bâtir « le monde d’après ».**

**La pandémie de covid-19 nous rappelle de façon tragique les inégalités dans le monde**

Avec l’instauration de la quarantaine au Pérou, la vie quotidienne a été bouleversée. Dans les quartiers populaires des grandes villes du pays, plusieurs familles se sont retrouvées du jour au lendemain sans la possibilité de travailler et gagner leur pain quotidien… Le centre d’attention aux enfants tenu par le **MANTHOC** dans le quartier populaire d’Yerbateros dans la banlieue de Lima avait dû fermer ses portes. Face à l’affluence des familles, les responsables du mouvement ont décidé, en dialogue avec les autorités locales, de le rouvrir pour permettre aux enfants de continuer à bénéficier d’un repas par jour et de poursuivre avec eux leur travail social. La situation locale à Lima et les défis qu’elle impose sont représentatifs de ce qui se passe un peu partout dans le monde et des réponses solidaires que nous pouvons apporter.

La pandémie entraîne toute une série de crises, autres que la déjà très grave saturation des systèmes de santé. L’augmentation du chômage et le coup d’arrêt à l’économie informelle font bondir la pauvreté dans un grand nombre de pays. La rupture des systèmes d’approvisionnement de la production agricole condamne des paysans à voir pourrir leurs cultures sur les champs et provoque des crises alimentaires.

Les perspectives sont alarmantes. Les estimations de la Banque mondiale parlent de 40 à 60 millions de personnes qui basculeraient dans l’extrême pauvreté, surtout en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud. L’Organisation Internationale du Travail (OIT) prévoit plus de 400 millions de personnes de plus en situation de pauvreté en Inde. En Amérique latine, on estime que pratiquement la moitié de la population sera en situation de pauvreté ou extrême pauvreté…

La froideur des chiffres cache des drames : des êtres humains condamnés à la faim, au manque de logement, privés d’accès à l’éducation ou à la santé… Pour Gustavo Gutierrez, pionnier de la théologie de la libération, être pauvre c’est mourir avant l’heure. Mourir de faim, de persécution politique, du manque d’accès à l’eau potable ou à des systèmes de santé… c’est se voir nier la possibilité de déployer tout son potentiel dans la vie.

**Aux origines de l’option pour les pauvres**

Le récit de l’exode des esclaves exploités par les pharaons dans l’Ancien testament est la première expérience de libération dans la Bible. Ce récit nous parle d’alliance et d’une terre promise… Alliance, car Dieu n’agit pas à la place du peuple. Il se met en route avec eux. Entre les pharaons et les esclaves, Dieu choisit son camp. Cette option se renouvelle avec l’histoire de Jésus racontée dans les évangiles. En s’incarnant dans l’histoire en tant que fils d’ouvrier, Dieu se fait pauvre : pour annoncer la bonne nouvelle aux pauvres, la délivrance aux captifs, la liberté aux opprimés. Comme l’affirme le Pape François, la défense du pauvre est au centre de l’Evangile.

La priorité accordée aux pauvres n’est pas une option des « riches pour les pauvres ». Elle n’est pas non plus une option contre les riches. L’option pour les pauvres définit des critères éthiques à partir desquels on pense la société. Elle est, dès lors, une option politique. Elle est aussi un acte spirituel : dans un monde d’ostentation, où l’avoir prime sur l’être, nous assumons la pauvreté comme expérience de dépouillement et d’humilité. Elle représente le choix de regarder le monde à partir des réalités des exclus, ce qui oriente nos choix politiques et institutionnelles. Cela devant se traduire par des politiques publiques qui élargissent l’accès aux services de base et aux droits économiques, sociaux et culturels.

Les privations auxquelles sont soumis des milliards de personnes interpellent notre conscience et nous convoquent à l’action. L’indignation se transforme en solidarité et nous amène à nous rendre proches de celles et ceux dont la dignité et les droits sont bafoués. A leurs côtés, nous voulons surmonter les situations d’injustice. Nous voulons les accompagner pour passer d’une situation d’inégalités structurelles à une situation de partage ; d’un état de déni et d’invisibilité à un authentique rôle comme sujets de leur histoire, de notre histoire commune.

**Agir avec les pauvres contre la pauvreté**

Travailleurs en situation d’esclavage, paysans et paysannes sans terre, femmes survivantes de violence, peuples indigènes dont la culture et les territoires sont menacés, migrants dans des centres de rétention ou refoulés vers les frontières, défenseurs des droits humains et de l’environnement persécutés, jeunes travailleurs au chômage ou en travail précaire… Voilà autant d’expressions de la « pauvreté » dans notre temps, qui témoignent des injustices à l’encontre des plus vulnérables et appellent à une transformation de la société. La priorité aux pauvres, qui guide et oriente l’action du CCFD – Terre Solidaire, est vécue comme une alliance qui nous engage à marcher à leurs côtés. Inspirés par nos partenaires qui, eux aussi, font le choix de transformer les réalités d’injustice, nous y puisons notre espérance.

Face aux diverses expressions de la pauvreté, nous ne pourrons plus détourner le regard… Il faut se laisser habiter par l’indignation. Il faut entendre la clameur des pauvres pour justice et réparation. Dans une attitude de solidarité et de reconnaissance fraternelle, il faut se rendre proches ; agir en alliance, sans se substituer, contre les causes structurelles de l’exclusion. Portés par une utopie libératrice, nous bâtissons ensemble un monde nouveau.

Engagés dans un **plaidoyer en faveur de la justice fiscale**, nous traduisons en actes cette priorité. Mécanisme de partage par excellence dans les politiques publiques, la justice fiscale représente l’action de l’Etat pour la redistribution des richesses.

Sont aussi actes de justice : **l’accueil des personnes migrantes** et **la dénonciation des politiques qui les marginalisent et excluent**, ici en France et dans les différentes régions du monde, à l’instar de ce que pratiquent nombreux réseaux de solidarité et organisations de migrants eux-mêmes.

Fidèles à l’engagement pris dans le Pacte des Catacombes pour la Maison commune, signé à Rome à l’occasion du Synode pour l’Amazonie (octobre 2019), nous *« [dénonçons]* ***toutes les formes de violence*** *et d’agression à l’encontre de l’autonomie et des droits des* ***peuples*** *autochtones, quant à leur identité,* ***leurs territoires*** *et leurs formes de vie. »*

Savoir reconnaître l’émergence des exclus et s’ouvrir à leurs réalités sont des expressions de réciprocité par rapport à ce qu’ils nous apprennent en matière de partage et résistance face aux difficultés. L’expérience nous apprend, en effet, que les plus pauvres abondent souvent de générosité. Dans des bidonvilles brésiliens, dans les quartiers populaires péruviens ou dans les campagnes guatémaltèques, ils trouvent à partager le peu qu’ils possèdent. Face aux crises sociales occasionnées par la pandémie et les mesures de confinement des populations, les mouvements sociaux paysans sont en première ligne de la solidarité avec les populations urbaines démunies. Ainsi, depuis le début de la crise, le **Mouvement des travailleurs sans terre au Brésil** a partagé plus de 800 tonnes d’aliments de sa production. La même solidarité se produit au Guatemala, avec le **Comité Paysan de l’Altiplano**... D’anciennes pratiques de troc se renforcent, impulsées par des communautés indigènes en Colombie et ailleurs. Des réseaux de soin et attention mutuelle entre femmes pour résister aux violences se montrent fondamentaux pour nous apprendre un nouveau vivre-ensemble. Par ces actions, les « pauvres » nous montrent que le partage et la solidarité sont notre richesse à tous !

Walter Prysthon

Responsable de Service Amérique latine – Caraïbes

CCFD – Terre Solidaire